

LA CRISE CORÉENNE

LES POURPARLERS d'armistice de Kaesong sont demeurés en suspens pendant tout le mois de septembre. Les commandants communistes ont continué, depuis le milieu d'août, à accuser les troupes des Nations Unies d'avoir violé la neutralité de Kaesong. Vers la mi-septembre, ils en étaient à onze accusations différentes et demandaient que le commandant des Nations Unies prit la responsabilité de chacun de ces incidents, ce qu'il fit dans le cas de la onzième, relative au bombardement par un avion des Nations Unies du lieu où se tenait la Conférence, à Kaesong. La note remise aux commandants communistes disait: « Le commandement des Nations Unies regrette cette violation de la neutralité convenue, résultat d'une erreur de navigation du pilote. Des mesures disciplinaires appropriées sont prises à ce sujet. » Les autres accusations ont été dénoncées par le général Ridgway comme « étant dénuées de fondement et intentionnellement fausses ».

Possibilité de la reprise des négociations

A la fin d'une note énergique, en date du 6 septembre, au sujet des prétendues violations de la neutralité de Kaesong par les forces des Nations Unies, le général Ridgway proposa que « nos officiers de liaison se rencontrent immédiatement au pont de Pan-Mum-Jom afin de choisir un nouvel endroit où les négociations puissent se continuer sans interruptions ». Les commandants communistes répondirent six jours plus tard que, si le commandant des Nations Unies n'examinait pas « consciencieusement et avec le sens de sa responsabilité » les diverses accusations, il semblait inutile de changer le lieu des pourparlers, puisque les violations par le commandement des Nations Unies se continueraient sans aucun doute.

Vers le milieu du mois, le général Ridgway fit savoir de nouveau qu'il était disposé à reprendre les pourparlers, sans mentionner expressément sa demande antérieure concernant le lieu des réunions; il proposait que les officiers de liaison « discutent les conditions qui permettront aux deux parties de reprendre les pourparlers d'armistice ».

Le 19 septembre, les commandants communistes acceptèrent la proposition du général Ridgway concernant une rencontre des officiers de liaison. Ils proposaient néanmoins que « les délégués des deux côtés reprennent immédiatement les négociations d'armistice à Kaesong, sans qu'il soit besoin d'aucune autre discussion sur les conditions », et que les officiers de liaison se consultent uniquement sur « la jour et l'heure de la reprise des négociations ». Ils disaient en même temps qu'ils avaient pris cette décision « parce que votre camp a exprimé son regret du dernier incident dans lequel les forces des Nations Unies ont violé la zone neutre de Kaesong, et parce qu'il se montre disposé à prendre une attitude de responsabilité en ce qui concerne les violations de l'accord sur la neutralité de la zone de Kaesong ».

Les officiers de liaison ne s'entendent pas

Avant la première rencontre des officiers de liaison qui eut lieu le 24 septembre, un nouvel échange de messages a permis aux commandants belligérants de définir leurs positions; leur désaccord était très marqué sur la portée exacte à donner aux réunions préliminaires et sur la responsabilité des violations de la neutralité. Le général Ridgway a nié que des cas de prétendues violations fussent sans solution et que ces prétendues violations rendissent impossible la poursuite des négociations. Il a déclaré qu'il avait donné l'ordre à ses officiers de liaison de veiller à ce que les conditions de la reprise des négociations « fassent l'objet d'un examen attentif dans toute discussion éventuelle ». Les commandants communistes, de leur côté, ont insisté pour que le commandement des Nations Unies accepte la responsabilité de toutes les prétendues violations de la zone neutre, et ils ont proposé qu'« des mesures appro-